



**FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)  
RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET**

**PAYS: f**  
**PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1<sup>ER</sup> JANVIER – 31 DÉCEMBRE 2017**

**Intitulé du Programme & Numéro du Projet**

Intitulé du Programme: Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité (ARSSAM)  
Numéro du Programme (*le cas échéant*) PBF/00101786  
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):<sup>1</sup> 00101786

**Entités participantes de l'ONU**

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: PNUD, OIM, UNICEF, OHCHR, UNFPA

**Partenaires d'exécution**

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: Primature, Ministère de la Défense, Ministère de la Sécurité Publique, Ministère de la Population de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, Ministère de la Justice, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Ministère des Affaires Etrangères, Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie, Armée, Gendarmerie, Police Nationale, Parlement, Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme, Agence Portuaire Maritime et Fluviale, Service des Douanes du Ministère des Finances et du Budget, OSC, Médias

**Budget du Programme/Project (en dollars US)**

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)  
**3 000 000 USD**  
**dont: PNUD 1 500 000; OIM 600 000; UNICEF 300 000; OHCHR 300 000; UNFPA 300 000**

Contribution gouvernementale (*le cas échéant*)

Autres contributions

**Durée du Programme**

Durée totale (*en mois*) 28

Date de démarrage<sup>2</sup>  
(*jour/mois/année*) 01/09/2016

Date de fin prévue à l'origine<sup>3</sup> 31/12/2018  
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle<sup>4</sup>  
(*jour/mois/année*) 31/12/2018

<sup>1</sup> Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

<sup>2</sup> La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>3</sup> Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

(donateurs) (le cas échéant)

**TOTAL:** 3 000 000 USD

**Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours**

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date:

**Rapport soumis par**

Nom: Ahmed Amina

Titre: Coordonnatrice Nationale du Projet  
ARSSAM

Organisation participante (principale): PNUD-  
OIM-UNICEF-HCDH-UNFPA

Courriel: amina.ahmed@undp.org

---

<sup>4</sup> S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

## PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

### 1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

**Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:**

**Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.** 2: La gestion de ressources humaines des forces de l'ordre est plus efficace, transparente, démocratique, et en conformité avec les standards internationaux permettant aux forces armées d'assurer la sécurité des populations avec professionnalisme et intégrité

**Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.**

Existence d'une stratégie pour la RSS et d'une feuille de route pour le mandat des entités composant les forces armées, et qui comprend la vision de la défense nationale de l'Etat et le mandat de chaque entité.

Elaboration, production et mise en oeuvre d'un plan pour la gestion et restructuration des ressources humaines des forces armées et de l'ordre.

% de la population qui déclare avoir une confiance accrue dans les forces de l'ordre à vouloir les protéger efficacement.

% de femmes présentes dans les forces de l'ordre et armées

% de plaintes formelles concernant des violations de droits humains ayant été commises par les forces armées et les forces de l'ordre, qui sont résolues par la justice.

**Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour:** conforme au plan

**Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.**

**Description du résultat 1:** Une vision de la RSS est développée de manière participative, tournée vers la protection des biens et des personnes, et traduite dans des plans d'action inclusifs et réalistes

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

#### État d'avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en oeuvre du projet.*

- Elaboration et adoption du Plan National de la RSS par les autorités nationales, création du Bureau de Coordination de la RSS (BNC-RSS) par décret
- Matériels de bureau et équipements ICT acquis et prêts pour dotation au BNC-RSS
- Plaidoyer réussi pour l'inclusion du Projet RSS parmi les dix projets prioritaires lors de la Conférence des Bailleurs et des Investisseurs à Paris en 2016

- Première ébauche de la stratégie de communication de la mise en oeuvre de la RSS élaborée
- Etude sur les besoins de sécurité humaine effectuée
- Evaluation de la législation nationale, des règles et des procédures pour la gestion et le contrôle des armes effectuée
- Enquête sur l'accès des civils aux armes à feu en cours
- Analyse des textes et pratiques relatifs à la sécurité communautaire effectuée
- 04 réunions du comité de pilotage technique en vue de la gestion intégrée des frontières (GTSCP) organisées
- Pré-évaluation effectuée et analyse de la sécurité et de la gestion des frontières en cours

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

Le résultat avance comme prévu, malgré un léger retard dans la transition du processus national de RSS de la planification à la mise en oeuvre. Une grande partie des activités prévues pour 2017 ont été/sont en train d'être finalisées, et la réalisation des activités restantes est en cours de préparation. Les analyses et études effectuées (besoins de sécurité humaine, sécurité et gestion des frontières, cadre normatif et procédural de la gestion des armes, sécurité communautaire) serviront de base pour les activités de renforcement de capacités, d'appui matériel et technique.

Les forces de défense et de sécurité ont historiquement été des acteurs clés dans la vie politique du pays, et aussi dans les dynamiques de conflits et de paix. La situation sécuritaire à Madagascar a continué à être une source de préoccupation et un obstacle au développement et à l'épanouissement du pays, défi auquel les forces de défense et de sécurité ne parviennent pas à répondre aisément dans la situation actuelle. Le projet contribue à améliorer les capacités et la gestion du secteur de la sécurité avec l'objectif de renforcer l'efficacité, la transparence et la conformité avec les principes démocratiques et de bonne gouvernance des fournisseurs de sécurité, et contribuant ainsi de manière évidente à la consolidation de la paix.

La théorie de changement du résultat est toujours valable: Le renforcement de la compréhension et de la participation des autorités nationales au processus de la RSS, l'identification de manière détaillée et holistique des besoins de sécurité des populations et les menaces auxquelles elles font face, et la planification stratégique en ressources humaines soucieuse des droits de l'homme et de la participation des femmes contribuent à une appropriation du processus de la RSS par les autorités nationales car elles auront une vision claire, informée et utile du processus de la RSS, en lien avec les préoccupations des populations locales.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en oeuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Certaines activités ont commencé ou vont commencer avec un léger retard par rapport au calendrier prévu dans le document de projet, les raisons étant :

- le démarrage tardif du programme (disponibilité des fonds au siège de certaines agences seulement à la mi-octobre 2016 et décalage additionnel dû au processus de mise à disponibilité des fonds pour le bureau de Madagascar; temps requis par certaines agences pour déterminer la modalité de mise en oeuvre et pour le recrutement du personnel de projet),
- le décalage dans la transition à la structure nationale de coordination de la RSS (décalage entre la création et l'opérationnalisation du SP-DSN et l'abrogation du CTO-RSS et la mise en place effective et de l'opérationnalisation du nouveau BNC-RSS);
- certains ministères clés dans la mise en oeuvre des projets ont tardé à nommer des points focaux, ce qui a retardé la finalisation des plans de travail conjoints;
- l'épidémie de la peste dans le pays qui a obligé la suspension de toutes activités nécessitant des rencontres, réunions durant près de un mois.

**Description du résultat 2:** Les FDS accomplissent leur mandat de manière compétente et professionnelle, grâce au renforcement de leurs compétences et capacités

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

#### État d'avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en oeuvre du projet.*

- Modules de formations sur les Droits Humains élaborés et validés par un pool d'experts issus des trois corps des Forces de Défense et de Sécurité, de la société civile et du Parlement sous la supervision du HCDH, de l'UNICEF et avec l'appui du FNUAP, du PNUD et du CICR. Outils de formation en cours de publication, formations du pool de formateurs en Décembre
- MOU relatif à une offre d'assistance et de conseil technique, entre le SNU, le Ministère de la Sécurité Publique et le Ministère de la Défense signé
- Duplication et diffusion du Code Pénal et du Code de Procédure Pénale en cours.
- Visite d'études en Afrique du Sud, organisée (permettant aux hauts fonctionnaires des organismes clés de la gestion des frontières à Madagascar d'avoir accès à des modèles concrets sur la pratique de la gestion intégrée des frontières, pour promouvoir une réflexion sur les besoins et opportunités en la matière.)

#### État d'avancement du résultat

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

Les résultats des activités jusqu'ici atteints démontrent qu'une connaissance accrue de leur mandat, règles de procédures et meilleures pratiques pour une mise en oeuvre de leur mandat tournée vers les citoyens, notamment sur les droits humains permettraient aux FDS de remplir ce mandat avec professionnalisme. En effet, en ayant une perception plus positive et plus

responsable de leur mandat, ils prennent conscience de leurs responsabilités dans la société malagasy.

L'une des principales sources de perte de confiance de la population envers les Forces de défense et de sécurité est causée par certaines lacunes dans leur chef, concernant notamment le respect des Droits humains dans l'exercice de leur fonction. Par ailleurs, la disparité entre les différentes formations reçues par chaque Corps de ces FDS aboutit à une absence d'harmonisation dans la qualité de leurs services respectifs. Ainsi, l'élaboration des curricula de formation en Droits humains uniques pour les trois Corps a permis à ces fournisseurs de sécurité de renouer le dialogue entre eux et d'aboutir de manière consensuelle à des modules de formation uniques. Un réel changement dans le sens du dialogue s'est opéré entre les différents acteurs aussi bien des fournisseurs de défense et de sécurité bénéficiaires des activités mais des fournisseurs d'appui entre eux également. Cela a créé une nouvelle synergie.

La visite d'études de hauts fonctionnaires de l'Etat malagasy en Afrique du Sud leur a permis de mieux comprendre les pratiques d'autres pays en termes de gestion intégrée des frontières. Cela a permis d'amorcer une appropriation plus approfondie du processus en cours et d'orienter les priorités à venir en termes d'identification des besoins en infrastructures, en équipements, de matériels, de systèmes mais également, en termes de développement de compétences des personnels techniques.

Les théories du changement pour ce résultat restent valables.

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Certaines activités ont commencé ou vont commencer avec un léger retard par rapport au calendrier prévu dans le document de projet, l'une des principales raisons étant :

- l'épidémie de la peste dans le pays qui a obligé la suspension de toutes activités nécessitant des rencontres, réunions durant près de un mois.

**Description du résultat 3:** Les mécanismes de contrôle civil et institutionnel sont en place et fonctionnent

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

#### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

- Renforcement des capacités et de sensibilisation de 20 staff de soutien du Sénat sur leurs rôles, responsabilités et mandats et les outils et mécanismes à leur disposition en matière de contrôle démocratique du secteur de la sécurité effectué. Sénateurs et Députés à former en mai/juin 2018

- Atelier de réflexion sur les expériences en C4D et les comportements à promouvoir organisé pour les institutions membres ou concernées

- Consultation sur les aspects comportementaux de la promotion de la paix effectuée dans l'Anosy et l'Androy avec des recommandations sur les activités avec la participation de la jeunesse dans la mise en oeuvre de la stratégie
- La stratégie C4D pour la paix a été élaborée et validée
- Une première activité de la stratégie mise en oeuvre lors de la commémoration de la Journée Internationale de la Jeunesse du 09 au 12 août 2017 août 2017 avec une déclaration d'engagement pour la promotion de la paix de la part des jeunes issus des 22 régions

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

Tout résultat visant la redevabilité des FDS nécessite le focus sur les capacités des mécanismes et institutions de redevabilité relatifs notamment à leurs rôles, responsabilités et mandants en termes de contrôle démocratique et citoyen.

Ces activités ont permis de toucher un large éventail d'acteurs tels que le personnel su Sénat et les jeunes.

L'appui et le renforcement des capacités des jeunes au plaidoyer a permis d'aboutir à une déclaration d'engagement des jeunes pour la promotion de la paix lors de la Journée Internationale de la Jeunesse.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en oeuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Les ateliers pour le personnel de l'Assemblée et les parlementaires sont reportés en 2018 à cause de l'épidémie de peste en septembre/octobre 2017

**Description du résultat 4:** La confiance entre les FDS et la population la plus vulnérable est renforcée, à travers une approche de sécurité communautaire adéquate par les FDS aux préoccupations de la population dans les zones pilotes, y compris des groupes les plus vulnérables

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en oeuvre du projet.*

- Guide de prise en charge des victimes de violence basée sur le genre (VBG) disponible

- Dix unités opérationnelles de la police et de la gendarmerie appuyées pour assurer la prévention des cas de VBG et prendre en charge les victimes venues déposer plainte
- Un outil de collecte et de traitement des données sur les cas de VBG disponible et utilisé au niveau de dix unités opérationnelles
- 45 personnes ressources capables de former et de sensibiliser leurs confrères sur la prévention et la répression des cas de VBG
- 110 gendarmes au niveau de 16 brigades de la région Analamanga sensibilisés sur la prévention et la prise en charge des cas de VBG
- Le centre d'écoute et de conseils juridiques de Taolagnaro appuyé pour faciliter le référencement des victimes par la police et la gendarmerie
- Etude sur le phénomène de VBG et raids des dahalo effectuée

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

La confiance ébranlée entre les FDS et la population est un des défis majeurs pour la consolidation de la paix à Madagascar, aggravant la dynamique sécuritaire précaire avec la perception d'une insécurité galopante et de l'inefficacité, manque de professionnalisme et lacune évidente de moyens des FDS pour faire face à cette situation. L'augmentation de cas de vindictes populaires et d'attaques contre des éléments des FDS en sont un symptôme. Les activités de rapprochement et de promotion de dialogue, de communication et de coopération entre les FDS et la population, et spécifiquement l'appui au renforcement de la sécurité communautaire et à l'amélioration de la prise en charge et traitement efficace et sensible des cas de violences basées sur le genre contribuent de manière évidente à inverser cette tendance et donc à la consolidation de la paix.

La théorie de changement pour ce résultat reste valide dans la mesure où l'adoption d'une approche de proximité avec la population locale par les FDS, le pilotage de plans de sécurité communautaire dans des zones cibles 'sensibles' dans le Sud et l'amélioration de l'efficacité de la réponse et du traitement des cas de violences basées sur le genre amélioreront la confiance entre la population et les FDS.

Les activités permettent de renforcer la sécurité des groupes vulnérables notamment des femmes et les filles vis-à-vis des VBG. Ces activités contribuent largement à l'amélioration de la qualité des prestations de la police et de la gendarmerie et la fréquentation de leurs services. La prise en charge adéquate des victimes de VBG permet de briser la culture de silence autour des cas de VBG et de faciliter leur dénonciation.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Une activité a dû être repoussée à la fin du mois de novembre 2017 suite à l'épidémie de peste. Il s'agit du partage d'expériences avec le Rwanda sur la prise en charge des cas de VBG par la police judiciaire. Cette activité revêt une importance particulière dans la mesure où elle privilégie la coopération sud sud dans la lutte contre les VBG. Elle permettra également aux officiers malagasy de réaliser qu'ils peuvent faire mieux en s'inspirant du vécu et des expériences des autres.

## 1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>Documents stratégiques (PN-RSS) Rapports des études et analyses effectuées Rapports des ateliers et formations Modules de formation élaborés Manuels élaborés Tous les outils ont été élaborés en étroite consultation avec les parties prenantes nationales et ont été validés par la partie nationale</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>La planification de la RSS a été effectuée par la partie nationale sans aucun budget d'appui, déficit qui a été compensé par les appuis fournis par le projet, y compris l'appui technique et la dotation d'équipements ICT. Les FDS, institutions et autorités souffrent d'un manque accentué de ressources nécessaires à la réalisation d'études, de formations et activités en bonne gouvernance du secteur de la sécurité, et donc à la dépolitisation et démocratisation du secteur. Les appuis apportés par le projet permettent de combler une grande partie de ce déficit. Si les financements dévolus à la formation des FDS restent difficiles à évaluer, l'ensemble des représentants des FDS consultés soulignent le manque de fonds pour la formation et le fait que la plupart des modules sur les Droits Humains étaient obsolètes. Les financements du PBF ont permis de mettre à jour l'ensemble des curricula de formation et d'appuyer les prochaines sessions de formation des formateurs en droits humains au niveau des FDS. La majorité des organisations clés concernées par la gestion des frontières souffre d'un manque accentué de ressources nécessaires à l'amélioration de leur mandat au détriment d'une gestion efficace des frontières, de leur sécurité, et donc de la sécurité intérieure du pays. Les appuis apportés par le projet identifient les principales lacunes sectorielles et ne comble que partiellement cet écart.</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant</p>	<p>La Conférence des Bailleurs et du Forum International des Investisseurs pour Madagascar, tenue à Paris en Décembre 2016 a mis le processus de la RSS comme faisant partie des 10 Projets</p>

<p>directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>prioritaires dans le volet Gouvernance du pays. Les promesses ont largement dépassé la demande lors de cette conférence bien qu'aucune visibilité sur la direction des aides et /ou investissements n'a encore été donnée par la structure de suivi nationale de cette Conférence sur le processus de la RSS.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>En ce qui concerne les questions spécifiques de gestion des frontières, le projet propose une approche innovante, associant les lacunes de la gestion des frontières aux questions de sécurité interne du pays en promouvant une approche intégrée pour faciliter la coopération entre FDS et les autres acteurs nationaux et internationaux opérant dans le secteur. Concernant l'élaboration des curricula de formation en Droits humains, le projet a offert une approche innovante en promouvant la synergie entre les fournisseurs d'appui (PTF) et les partenaires nationaux bénéficiaires par le développement de modules de formation à travers la participation conjointe des 3 corps de Force de Défense et de Sécurité et avec la validation des plus hautes instances au niveau des FDS mais aussi à travers l'appui concerté de plusieurs PTF oeuvrant pour la promotion des Droits humains. Cela a offert un espace où tous ces acteurs ont pu échanger, discuter pour arriver à s'entendre de manière consensuelle sur les points à retenir et les efforts conjoints à fournir en dépassant les points de divergence.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les femmes constituent un objectif significatif. Aussi, le critère genre est pris en compte en vue d'une meilleure inclusion des femmes et d'une meilleure considération des besoins spécifiques liés au genre. Le projet comprend des activités focalisées spécifiquement sur l'inclusion et promotion des femmes dans les FDS (y compris appui à la réforme des critères de recrutement, proposition de politiques de ressources humaines respectueuses de la famille et élaboration de lignes directrices relatives aux infrastructures). En plus, dans les analyses et consultations le projet donne une attention particulière à l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, et à la désagrégation de l'information et des données selon le sexe.</p>

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR :** Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	<b>Indicateur de performance</b>	<b>Indicateur de départ</b>	<b>Indicateur cible de fin de projet</b>	<b>État d'avancement de l'indicateur actuel</b>	<b>Raisons du changement / délai (le cas échéant)</b>	<b>Indicateur cible rectifié (le cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> Une vision de la RSS est développée de manière participative, tournée vers la protection des biens et des personnes, et traduite dans des plans d'action inclusifs et réalistes	Indicateur 1.1 Adoption par le Président d'une vision nationale sur la défense et la sécurité, basée sur les plans opérationnels de chaque FDS	Non effective	2017: Non-effective 2018: Effective (une vision nationale est adoptée)	Non effective Etude des besoins de sécurité du pays effectuée	Nouvel Bureau National de Coordination de la RSS pas encore créé; Secrétariat Permanent du HCDN pas encore opérationnel	
	Indicateur 1.2 % de femmes présentes dans les FDS	Armée : 0,1% ; Gendarmerie : 7% ; Police : 11%	Armée: 0,3%, Gendarmerie: 8%, Police: 12%	Pas d'avancement Activité prévue pour 2018		
Produit 1.1 Le processus de réforme du secteur de la sécurité dans sa	Indicateur 1.1.1 Nombre d'initiatives multiacteurs pour la RSS organisées ou facilitées par	2	2017: 2 2018: 2	2 ateliers de planification de la RSS en avril et juin 2017 et cérémonie de lancement officiel de la RSS en septembre		

globalité est soutenu techniquement et politiquement, ses enjeux sont compris par les acteurs politiques informés	l'organe de coordination de la RSS			2017		
	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Une vision nationale de la sécurité répondant aux réalités des défis sécuritaires sur le territoire malgache est développée et permet une planification et formulation stratégique	Indicateur 1.2.1 Nombre de plans d'action sensibles au genre, comprenant les aspects en équipement et personnel (RH) développés pour les FDS	0	3	Pas d'avancement Activité prévue pour 2018		
	Indicateur 1.2.2 Nombre d'analyses de la sécurité et de la gestion des frontières conduites	0	3	1	L'analyse a été structurée en 2 phases (pré-évaluation et analyse). Elle a été soutenue par un groupe de travail technique et les rapports issus de ces réunions peuvent être	

pour chaque FDS	Indicateur 1.2.3 Nombre de plans de gestion des ressources humaines des FDS sensibles au genre élaborés et soumis aux autorités compétentes pour validation.	0	3		considérés comme le troisième pilier de l'analyse globale (même si elles ne constituent pas une troisième analyse).	
Produit 1.3 La participation et le rôle des femmes dans le secteur de la sécurité sont renforcés	Indicateur 1.3.1 Nombre de politiques de recrutement des FDS revues pour qu'elles favorisent le recrutement des femmes.	0	3	Pas d'avancement Activité prévue pour 2018		
	Indicateur 1.3.2 Nombre d'infrastructures-types pilotes réhabilitées selon un plan architectural respectueux des	0	1	Pas d'avancement Activité prévue pour 2018		

	femmes					
<b>Résultat 2</b> Les FDS accomplissent leur mandat de manière compétente et professionnelle, grâce au renforcement de leurs compétences et capacités	Indicateur 2.1 % des éléments des FDS formés, désagrégés par sexe et par âge, dans le cadre de ce projet, qui, six mois après leur formation, maîtrisent les concepts de protection enseignés lors de leur formation.	A préciser	A définir pour 2017 et 2018	Pas d'avancement	Les formations continues et initiales n'ont pas démarré en raison des efforts nécessaires pour développer les modules de formation sur les Droits Humains conjointement par les 3 corps. L'épidémie de peste a nécessité de repousser la formation des formateurs a une date ultérieure	
	Indicateur 2.2 % des éléments des FDS formés, désagrégés par sexe et par âge, qui à la fin de leurs formations dans le cadre de ce projet, maîtrisent le contenu de leurs mandats, leurs champs d'application et	A préciser	A définir pour 2017 et 2018	Pas d'avancement	Les formations continues et initiales n'ont pas démarré en raison des efforts nécessaires pour développer les modules de formation sur les Droits Humains conjointement par les 3 corps. L'épidémie de peste a nécessité de repousser la formation des formateurs a une date ultérieures	

	leurs règles et réglementations.					
Produit 2.1 Les éléments des FDS sont formés sur les questions d'éthique, déontologie, droits de l'homme, de la femme et des enfants	Indicateur 2.1.1 Nombre de curricula / modules de formation revus et mis à jour selon les standards respectueux des droits de l'homme, réponse aux VBG, et protection de l'enfant.	0	3	3	Modules conjoints développés de manière simultanée par les 3 corps.	
	Indicateur 2.1.2 % d'éléments des FDS formés, désagrégés par sexe et par âge, qui déclarent se sentir responsables de la protection des citoyens à la fin de leur formation	A préciser	2017 : 85% 2018 : 85%	Pas d'avancement	Les formations continues et initiales n'ont pas démarré en raison des efforts nécessaires pour développer les modules de formation sur les Droits Humains conjointement par les 3 corps. L'épidémie de peste a nécessité de repousser la formation des formateurs à une date ultérieures	
Produit 2.2	Indicateur 2.2.1 % d'éléments des	A préciser	A définir pour 2017 et 2018	Pas d'avancement Activité prévue pour	Les formations continues et initiales n'ont pas démarré	

Les FDS sont sensibilisées et formées sur l'attitude de police de proximité, pour gérer et traiter avec les citoyens, y compris sur les questions de violences basées sur le genre (VBG)	FDS sortis des promotions bénéficiaires, désagrégés par sexe et par âge, qui sont formés sur les concepts de police de proximité, de réponse aux VBG et protection des enfants.			2018	en raison des efforts nécessaires pour développer les modules de formation sur les Droits Humains conjointement par les 3 corps. L'épidémie de peste a nécessité de repousser la formation des formateurs a une date ultérieures	
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3 La gestion intégrée des frontières est rendue possible	Indicateur 2.3.1 % d'organismes clés en charge de la sécurité des frontières sensibilisés et ayant eu accès aux bonnes pratiques de gestion intégrée des frontières.	0%	75%			
	Indicateur 2.3.2 Nombre d'espaces frontières pilotes	0	2			

	<p>mis à niveaux en termes d'infrastructures, d'équipements, de matériels, et système rendant possible la gestion intégrée des frontières</p> <p>Indicateur 2.3.3 Nombre d'espaces frontières pilotes disposant des personnel...</p>	0	2			
<p><b>Résultat 3</b> Les mécanismes de contrôle civil et institutionnel sont en place et fonctionnent</p>	<p>Indicateur 3.1 % de la population, désagrégée par sexe et par âge, qui estime que l'impunité des FDS a été réduite sur les 18 derniers mois du projet</p>	non disponible	25%			
	<p>Indicateur 3.2 Nombre de plaidoyers des</p>	0	2017 : 1 par entité 2018 : 3 par			

	OSC (y compris médias) et de la CNIDH lancés par rapport à la question de la RSS.		entité			
Produit 3.1 Des mécanismes de contrôle internes aux FDS sont développés et appuyés pour le lancement de leur opérationnalisation	Indicateur 3.1.1 % de cas / plaintes / dossiers soumis au CESD qui sont traités dans un délai raisonnable (à préciser avec le CESD).	A préciser	A définir pour 2017 et 2018			
	Indicateur 3.1.2 Validation d'une analyse de la justice militaire incluant des recommandations	Non	Oui	Pas d'avancement Activité prévue pour 2018		
	Indicateur 3.1.3 Nombre de mesures disciplinaires désagrégées par sexe et par âge, prises sur la base	0	A définir pour 2017 et 2018			

	des nouveaux codes de conduite					
Produit 3.2 Les institutions et mécanismes de contrôle étatiques jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité	Indicateur 3.2.1 Nombre de questions ou interpellations écrites ou formulées en plénières relatives à la RSS par les Parlementaires	0	2017: 2 2018: 5	Atelier pour le personnel du Sénat effectué en septembre 2017, ateliers pour le personnel de l'Assemblée et les parlementaires reportés à 2018 à cause de l'épidémie de peste en septembre/octobre 2017		
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3 Les mécanismes de contrôle civil jouent un rôle accru et responsable dans	Indicateur 3.3.1 Nombre de recommandations formulées par des OSC, les médias et/ou la CNIDH, en matière de services rendus par les FDS.	0	2017: 3 2018: 6			

l'exercice de leurs fonctions de contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité	Indicateur 3.3.2 % des activités dans la stratégie de communication pour la paix ayant été mises en oeuvre	5%	2017 : 30% 2018 : 50%	Stratégie de communication finalisée Une première activité effectuée (engagement des jeunes pour la paix)		
<b>Résultat 4</b> La confiance entre les FDS et la population la plus vulnérable est renforcée à travers une approche de sécurité communautaire adéquate par les FDS aux préoccupations de la population dans les zones pilotes, y compris	Indicateur 4.1 % de la population dans les zones ciblées, désagrégée par sexe et par âge, qui déclare avoir une confiance accrue dans la volonté des FDS à les protéger et remplir leur mandat de protection.	A préciser	30%			
	Indicateur 4.2 % de citoyens dans les zones pilotes, désagrégés par sexe et par âge, où des plans de	pas disponible	25%			

des groupes les plus vulnérables	sécurité communautaire sont mis en oeuvre qui déclarent ressentir une sécurité accrue					
Produit 4.1 Un modèle de sécurité communautaire inclusive et sensible au genre est élaboré, testé et réajusté	Indicateur 4.1.1 Disponibilité d'un modèle de sécurité communautaire sensible au genre, incluant les recommandations des mises en oeuvre pilotes	Non	Oui	Pas d'avancement Activité prévue pour 2018		
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2 La réponse des FDS aux cas de violence basée sur le genre est améliorée en prise en charge et	Indicateur 4.2.1 Proportion de cas de VBG traités par les postes de police/gendarmerie qui aboutissent en plaintes formelles auprès des structures légales	5%	8%	Amélioration du taux d'élucidation des dossiers au niveau de la police judiciaire N.B le taux d'élucidation est le rapport entre le nombre des dossiers déférés au parquet et celui des plaintes		

traitement des dossiers				reçues		
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

## **PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI**

### **2.1 Enseignements tirés**

*Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.*

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	<p>L'inclusion des points focaux du projet au sein de chaque partenaire national principal dans la planification et mise en œuvre des activités montre de très bons résultats dans l'appropriation du projet par la partie nationale, visible dans l'engagement, la participation aux activités et l'intérêt montré à contribuer et à être au courant de chaque étape du projet. Il arrive que cette implication nécessite des reports dus à attendre le rythme plus lent de la partie nationale, ralentissant certaines activités, cependant, les bénéfices surpassent les inconvénients.</p> <p>L'implication permanente des partenaires nationaux de la planification à la mise en œuvre des activités du projet a favorisé l'appropriation, l'engagement et l'atteinte des résultats escomptés par chaque entité; l'internalisation des concepts clés ; le renforcement de la coopération entre les partenaires nationaux et la compréhension mutuelle des responsabilités de chaque entité.</p>
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	<p>La nomination d'un coordonnateur inter agences pour un projet avec plusieurs agences de mise en œuvre s'avère très utile pour garantir la coordination et l'harmonisation des approches et activités, et pour transmettre l'image d'un projet conjoint et d'un effort unique.</p>
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	<p>L'appui au contexte et à la planification politique et stratégique en plus de l'appui technique pour la réforme du secteur de la sécurité s'avère une combinaison essentielle pour garantir que les conditions de réussite du projet soient remplies et renforcées tout au long du projet.</p>
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	<p>La lutte contre les violences basées sur le genre reste un grand chantier qui nécessite des efforts conjugués de toutes les parties prenantes. Les actions isolées et disparates des intervenants restent inefficaces pour lutter contre ce fléau. Un cadre de travail entre les autres services de prise en charge et la police judiciaire chargée de la prévention et de la répression de ce crime est nécessaire pour une synergie et complémentarité efficace des acteurs dans ce domaine</p>
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	<p>Le rétablissement de la confiance entre la police/gendarmerie et la population en matière de prévention et de répression des violences basées sur le genre est une stratégie importante qui permet l'augmentation du nombre de cas reçus par la police judiciaire et le renforcement de la lutte contre l'impunité.</p>

### **2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)**

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

Dans le cadre de la mise en œuvre du résultat 2 du projet qui travaille pour que les éléments des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sont formés sur les questions des Droits humains notamment, le projet a offert une approche innovante qui a reçu un franc succès auprès des bénéficiaires.

En effet, dans le processus d'élaboration des curricula de formation en Droits humains, le projet a offert une opportunité de promouvoir une dynamique de cohésion entre les fournisseurs d'appui ou Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et les partenaires nationaux bénéficiaires. L'activité en soi s'est traduite à travers la participation conjointe des 3 corps de FDS et avec la validation des plus hautes instances au niveau de leur Ministère de tutelle respectif.

Par ailleurs, l'innovation de l'approche s'est aussi ressentie à travers l'appui concerté de plusieurs Partenaires Techniques et Financiers œuvrant pour la promotion des Droits humains. Cela a offert un espace où tous ces acteurs ont pu échanger, discuter afin d'arriver à s'entendre de manière consensuelle sur les points à retenir et les efforts conjoints à fournir en dépassant les points de divergence. Ils ont appris à avoir des buts communs. Cela représente un succès en ce sens où ces trois corps mais également les PTF, sont plus habitués à se mettre en concurrence et à travailler de manière isolée sans offrir aucune opportunité de travailler de manière convergente et cohérente ou de créer une synergie entre eux.

### PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

#### 3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Veuillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.<sup>5</sup>

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Une vision et des politiques de la RSS sont développées de manière participative, tournées vers la protection du citoyen et des biens, et ils sont traduits dans des plans stratégiques et opérationnels inclusifs et réalistes					
Produit	Le processus de	PNUD	USD 50 300	USD 33 622	

<sup>5</sup> Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

1.1	réforme du secteur de la sécurité dans sa globalité est soutenu techniquement et politiquement, ses enjeux sont compris par les acteurs politiques informés	PNUD	USD 26 000	USD 3 103	
Produit 1.2	Une vision nationale de la sécurité répondant aux réalités des défis sécuritaires sur le territoire malgache est développée et permet une planification et formulation stratégique pour chaque FDS	PNUD OIM PNUD PNUD PNUD PNUD HCDH PNUD	USD 48 500 USD 155 335 USD 66 400 USD 18 000 USD 44 900 USD 42 750 USD 10 750 USD 51 750	USD 32 532 USD 127 812 USD 70 773 USD 21 476	
Produit 1.3	La participation et le rôle des femmes dans le secteur de la sécurité sont renforcés	PNUD PNUD PNUD	USD 28 000 USD 25 500 USD 69 900		
Résultat 2: Les FDS accomplissent leur mandat de manière compétente et professionnelle, grâce au renforcement de leurs compétences et capacités					
Produit 2.1	Les éléments des FDS sont formés sur les questions d'éthique, déontologie, droits de l'homme, de la femme et des enfants	UNICEF HCDH UNICEF HCDH UNICEF HCDH HCDH	USD 17 888 USD 2 625 USD 17 862 USD 31 003 USD 82 356 USD 42 461 USD 9 375	USD 10 908 USD 2 625 USD 12 571	Modules en cours de duplication Activité achevée  Activités en cours de démarrage
Produit 2.2	Les FDS sont sensibilisés et formés sur l'attitude de Police de proximité, pour gérer et traiter avec les citoyens,	PNUD PNUD	USD 23 500 USD 17 250	USD 365 USD 0	

	y compris sur les questions de VBG				
Produit 2.3	Sensibilisation aux concepts clés de la gestion intégrée des frontières et mise à disposition des bonnes pratiques	OIM	USD 25 711		
		OIM	USD 191 900		
		OIM	USD 32 539		
	Produit 2.4 Les FDS gèrent plus efficacement leurs stocks d'armes	PNUD	USD 28 500		
		PNUD	USD 43 500		
		PNUD	USD 48 200		
		PNUD	USD 164 700	USD 48 710	
<b>Résultat 3: Les mécanismes de contrôle civil et institutionnel sont en place et fonctionnent</b>					
Produit 3.1	Des mécanismes internes aux FDS de contrôle sont développés et appuyés pour le lancement de leur opérationnalisation	HCDH	USD 8 975		
		PNUD	USD 27 800		
		HCDH	USD 7 100		
		PNUD	USD 63 500		
Produit 3.2	Les institutions et mécanismes de contrôle étatiques jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité	PNUD	USD 13 500	USD 3 418	
		HCDH	USD 32 450		
Produit 3.3	Les mécanismes de contrôle civil jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle	UNICEF	USD 84 294	USD 68 635	
		HCDH	USD 63 919		
		PNUD	USD 27 650	USD 1 707	

	démocratique des forces de défense et de sécurité				
Résultat 4: La confiance entre les FDS et la population la plus vulnérable est renforcée, à travers une approche de sécurité communautaire adéquate par les FDS aux préoccupations de la population dans les zones pilotes					
Produit 4.1	Les forces de sécurité développent une « approche de proximité » de la population	PNUD	USD 16 000	USD 1 707	
		PNUD	USD 25 800		
		PNUD	USD 45 000		
		PNUD	USD 40 000		
Produit 4.2	La réponse des FDS aux cas de violence basée sur le genre est améliorée en prise en charge et traitement des dossiers	UNFPA	USD 28 500	USD 30 000 USD 28 000 USD 50 800 USD 50 000	Dépassement dû à des sous activités non prévues mais indispensables pour la réussite des principales activités
		UNFPA	USD 54 585		
		UNFPA	USD 76 600		
		UNFPA	USD 50 000		
Produit 4.3					
Totale:			2 083 128	598 764	Ce total ne prend pas en compte les coûts indirects et les salaires

### 3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

*Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):*

- Le démarrage du projet a connu un peu de retard à cause des longues procédures de recrutement du personnel et du temps nécessaire pour que certaines agences puissent déterminer la modalité de mise en oeuvre du projet. Ce retard a été rattrapé en grande partie et n'a pas compromis la mise en oeuvre des activités.
- Le recrutement d'un coordonnateur inter-agences est bénéfique pour le projet, assurant une communication et coordination régulière entre les agences de mise en oeuvre, et transmettant ainsi l'image d'un projet conjoint.
- Le processus national de planification de la RSS a duré plus longtemps qu'anticipé et ainsi la mise en oeuvre du projet a commencé avant le lancement même de la mise en oeuvre de la RSS à Madagascar, fait qui était à l'origine de quelques débats et questions par les partenaires

nationaux. Avec le lancement de la RSS, la perception d'une RSS "à deux vitesses" a été écartée, et le projet a une base plus forte pour avancer avec les activités.

- Dans les activités pertinentes, référence est faite à de bonnes pratiques et des exemples d'autres pays du Sud; et la facilitation d'échanges avec des experts et contreparties provenant de/ou avec expériences dans les pays en voie de développement est favorisée.

- Les activités de renforcement de capacités et de sensibilisation ont été créées à la demande de la partie nationale, et répondent ainsi aux besoins manifestés par les bénéficiaires eux-mêmes.

- L'inclusion des points focaux du projet au sein de chaque partenaire national principal dans la planification et mise en œuvre des activités montre de très bons résultats dans l'appropriation du projet par la partie nationale, visible dans l'engagement, la participation aux activités et l'intérêt montré à contribuer et être au courant de chaque étape du projet.